
EU - REVIEW
Activities of the Institutions
of the European Union

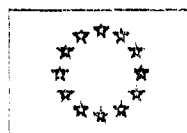
432

N° 622 DU 18 NOVEMBRE 1994

Information hebdomadaire aux
Délégations de la Commission européenne
sur les travaux principaux
des Institutions de l'Union européenne

De la part du Secrétariat général - Horst-Jürgen TITTEL
Service "Information des Délégations"
BREY 13/122 - tél. 52375/52125 - téléfax 296.59.96

EN CAS DE PROBLEME DE TRANSMISSION VEUILLEZ VOUS ADRESSER AU
SERVICE FAX : Tél. 29.51206



COMMISSION EUROPEENNE

EUROPEAN COMMISSION

FROM : C.E.C. - M174 WAERZEGGERS-VAN-ROMPAEY.L
TO : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON
REF : 4322096550 - 18-11-1994 19:49

TO: 7 MP408
7 MI406
7 MU400
SUBJECT: "Enc 1:622
TELEX622"

DISTRIBUTION

H.D.	
D.H.D.	
CHA/ADM.	
POL.	
AGR.	
COM/TE.	Hds
DEVT.	af
ECO/FIN.	Sections
P.P.A.	
S&T	
T.E.E.	
SUP. AG.	
C.C.	

- 2 -

Voici un résumé des principales activités des Institutions de l'Union européenne :

1. REFERENDUM SUEDE : REACTION DE LA COMMISSION ET DECLARATION DU PRESIDENT
2. RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES : REACTION DE LA COMMISSION
3. FRAUD : ANTI-FRAUD HOTLINE
4. ACCORD OMC : REACTION DE LA COMMISSION A L'AVIS DE LA COUR DE JUSTICE
5. AGRICULTURE : REGIME AGRIMONETAIRE
6. AGRICULTURE : SUGAR SECTOR
7. SECTEUR BANANES : IMPORTATIONS
8. FONDS SOCIAL EUROPEEN : NOUVEL OBJECTIF 4
9. RDT : REORGANISATION DU CENTRE COMMUN DE RECHERCHE
10. TRANSPORTS : INITIATIVE DES ALPES
11. PME : COOPERATION TRANSNATIONALE
12. EU ECOLABEL : ECOLOGICAL CRITERIA FOR THREE PRODUCT GROUPS
13. AVIATION SECTOR : STATE AIDS
14. PAYS TIERS MEDITERRANEENS : RAPPORT SUR LA COOPERATION FINANCIERE ET TECHNIQUE
15. EX-YOUGOSLAVIE : EMBARGO
16. JAPAN : VISIT OF M. STEICHEN (TOKYO, 18 NOVEMBER)
17. APEC SUMMIT : COMMISSION'S REACTION
18. KENYA : VISIT OF PRESIDENT DANIEL ARAP MOI (14 NOVEMBER)
19. ECHO : BILAN D' ACTIONS
20. PREVISIONS

II. CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE

1. CONSEIL "CULTURE" (BRUXELLES, 10 NOVEMBRE)
2. CONSEIL "AGRICULTURE" (14 NOVEMBRE)
3. CONSEIL "BUDGET" (16 NOVEMBRE)
4. CONSEIL "TELECOMMUNICATIONS" (17 NOVEMBRE)
5. PREVISIONS

III. PARLEMENT EUROPEEN

1. SESSION PLENIERE (14-18 NOVEMBRE)
2. PREVISIONS : TRAVAUX DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

IV. BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

1. PRET : ETHIOPIE, ERYTHREE ET DJIBOUTI

V. INSTITUT MONETAIRE EUROPEEN

1. IME : PREMIERE REUNION DU CONSEIL (15 NOVEMBRE)

- 3 -

VI. WESTERN EUROPEAN UNION

1. WEU : COUNCIL OF MINISTERS (NOORDWIJK, 14 NOVEMBER)

VII. ORGANISATIONS INTERNATIONALES

1. BALTIC SEA FISHERIES : INTERNATIONAL CONFERENCE (WARNEMÜNDE, 14-16 NOVEMBRE)

I. COMMISSION

1. REFERENDUM SUEDE : REACTION DE LA COMMISSION ET DECLARATION DU PRESIDENT

Lors de sa réunion hebdomadaire la Commission s'est félicitée du résultat du référendum suédois et a évoqué les effets bénéfiques que ce résultat pourrait entraîner pour le prochain référendum en Norvège.

A cette occasion le Président DELORS a déclaré : "Je dis bienvenue au peuple suédois puisqu'il a décidé d'entrer dans l'Union européenne et bienvenue pour de multiples raisons. Pour faire une Europe forte, riche de ses diversités, généreuse et solidaire, nous avons besoin des expériences des Suédois, de la manière dont ils ont construit leur société, de leur sensibilité. Je crois que tout cela est un enrichissement pour l'Union européenne.

J'ai toujours pensé que, à la fin du compte, un peuple aussi ouvert sur l'extérieur, aussi attentif à la lutte contre l'inégalité dans le monde, aussi passionné par le développement, qu'un tel peuple ne pouvait pas se fermer sur lui-même. Quant à ceux qui ont voté "non", nous nous efforcerons de leur démontrer que la maison est accueillante et que les Suédois, avec toute leur personnalité, y ont leur place.

Je regrette de ne pas commencer ma tâche à la Commission avec l'appui des Suédois dans ma lutte pour la dimension sociale, pour une véritable politique de l'environnement, pour un nouveau modèle de développement, pour la promotion des droits et de la condition des femmes. Je pense que la Suède sera très utile dans tous ces domaines."

En ce qui concerne l'avenir de l'Espace économique européen, le Président a ajouté :

"Pour l'instant, c'est une opinion personnelle, il me semble que l'EEE pourrait être peut-être utile, dans les années à venir, pour préparer la venue des pays de l'Europe de l'Est et du Centre. Je crois que, lorsque l'on considère le contenu de cet Espace Economique Européen, cela devrait permettre à ces pays progressivement de s'adapter aux conditions de la vie en commun dans l'Union européenne".

- 4 -

2. RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES : REACTION DE LA COMMISSION

La Cour des Comptes vient de publier son rapport annuel portant sur l'année 1993. Le Président de la Cour, M. MIDDELHOEK a présenté un résumé de ce rapport qui comporte de nombreuses critiques à l'adresse de la Commission et des Etats membres mais également du Parlement devant la plénière de Strasbourg (voir pt. III,1).

Dans une première réaction, la Commission a déclaré :

"Il est évident qu'un résumé sur l'emploi des fonds communautaires pendant toute une année ne peut être ni complet ni surtout équilibré.

Le choix d'une sélection de constatations concrètes et individuelles crée toujours le risque d'une présentation partielle. Pour avoir une vue complète, il faut se référer aux réponses détaillées que la Commission a établi sur chacun des cas soulevés dans le rapport de la Cour (mais que la Cour, contrairement à l'usage dans le passé, n'a pas jugé utile de publier).

Par ailleurs, une telle présentation raccourcie ne peut pas tenir compte de la complexité des relations entre les Institutions et les administrations des Etats membres.

La Cour a choisi de situer son rapport dans une perspective historique. Malgré les critiques répétées au cours de ces dernières dix années, elle constate la permanence de défaillances structurelles. Une telle affirmation globale et non différenciée ne correspond évidemment pas à la réalité.

D'après la Commission, la Cour des Comptes ne tient pas suffisamment compte des progrès majeurs réalisés pendant les dix dernières années. Sont à citer notamment :

- la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC)
- la réforme des Fonds Structurels avec l'instauration d'un système de partenariat avec les Etats membres
- l'introduction progressive de systèmes informatisés de gestion et de comptabilité à la Commission
- les nouvelles structures d'organisation dont s'est dotée la Commission (renforcement considérable du Contrôle financier, création d'un Inspecteur général des Services, UCLAF)
- l'introduction du système intégré d'administration et de contrôle dans le domaine des subventions agricoles
- l'amélioration de la procédure d'apurement des comptes qui permettra un meilleur contrôle des organismes des Etats membres qui gèrent les dépenses agricole
- la nouvelle décision sur la discipline budgétaire
- les propositions et mesures de la Commission pour renforcer la lutte contre la fraude (propositions concernant les sanctions administratives et pénales, proposition d'établir une "liste noire", installation d'un "numéro vert" pour faciliter la communication d'informations sur des cas de fraude). (voir point suivant).

Dans l'Union, il revient au Conseil (et donc aux Etats membres) de définir la politique dans les différents secteurs. Ceci inclut la fixation des objectifs à atteindre ou la cohérence entre plusieurs mesures (telles que dans le secteur viti-vinicole ou laitier). La Commission ne saurait pas mettre en place un système d'évaluation indépendamment du Conseil. Ceci vaut notamment pour la définition des actions et dépenses éligibles pour un cofinancement par les Fonds structurels.

- 5 -

Une partie des critiques formulées par la Cour s'adressent en réalité directement aux Etats membres. Les défaillances constatées dans les systèmes de contrôle des Etats membres, par exemple dans le domaine du FEOGA-orientation ne sauraient pas être remédiées par la Commission elle-même. De même, il revient en premier lieu aux Etats membres de veiller à ce qu'il n'y ait pas d'irrégularités dans le domaine des dépenses agricoles et du financement communautaire par les Fonds structurels. Si la Commission constate des irrégularités, elle en tire les conséquences budgétaires qui s'imposent; pour les cas évoqués par la Cour, cela est précisé dans les réponses détaillées de la Commission.

Très souvent la critique est trop globale (par exemple en ce qui concerne les procédures de contrôle interne). Elle ne tient pas compte du fait que les irrégularités citées par la Cour sont en règle générale détectées par la Commission ou les Etats membres et que la Cour se base sur les rapports internes de la Commission ou des Etats membres.

De même, le reproche que la Commission aurait délibérément entravée la mission de contrôle de la Cour paraît excessivement exagérée, étant donné qu'il s'agissait d'un cas isolé qui était dû à une interprétation divergente des règles en vigueur. Entre-temps, une solution mutuellement acceptable a été trouvée.

La présentation du rapport de la Cour au Parlement ne constitue que la première étape de la procédure de décharge au cours de laquelle la Commission répondra en détail aux critiques formulées par la Cour et en particulier à celles mises en exergue dans le chapitre introductif.

NDLR : Un argumentaire détaillé sur le Rapport de la Cour des Comptes sera envoyé aux délégations dans les prochains jours comme INFO-NOTE N° 34/94.

3. FRAUD : ANTI-FRAUD HOTLINE

Already a hundred citizens have used the Commission's new anti-fraud hotline which was launched Thursday, 10 November on an experimental basis.

When a person calls the freephone number in any member State, the call is routed to an answering machine located in the secure offices of the anti-fraud services (UCLAF) of the Commission in Brussels, where the machine is protected from unauthorised access. The computer, using the language of the country where the call comes from, invites the caller to leave his or her information which is then recorded. The messages are reviewed regularly by specialised investigators.

"All information is treated as confidential, and there is no obligation for the caller to identify him or herself". Mr SCHMIDHUBER, the Commissioner for Financial control and Anti-fraud measures, explained. "However, it would be helpful in many cases if the caller would offer us a contact address for further information".

The freephone is part of an ambitious strategy which the Commission announced last spring in order to combat fraud (see EU-REVIEW n° 594, pt. 1,2).

"Fraud is not something specific to the European Union; it is as old as mankind," Mr SCHMIDHUBER stated. "But there is a specific risk that criminals profit from the decentralised structure of Europe and from distortions in the Member States' legal systems".

- 6 -

National authorities on the spot have the prime responsibility for spending and protecting the Union's money. They implement the common agricultural policy, they channel the contributions of the structural funds to the beneficiaries, and they must be the first to detect any misuse. The Commission has no custom officials at the borders to collect duties, nor policemen on the street to arrest criminals.

But the Commission can foster partnership between the competent authorities in order to prevent criminals from taking advantage of loopholes in national provisions. (see EU-REVIEW n° 605, pt. I.,3).

The free-phone is another major step towards improving the flow of information. The idea is based on successful experience gained both in European countries and in the USA during their fight against organised crime. The hotline will enable European citizens to contribute to the protection of their common finances.

"We are not interested in denunciation by neighbours of each other based on hearsay", Mr SCHMIDHUBER stressed. "But we will, together with member States, investigate all solid information especially in relation to organised economic crime with important financial implications for the Union".

The Commission is concerned about the damage that is caused by fraud. Known cases already amount to nearly 700 Mio ECU, i.e. 1% of the Union's budget. Fraud leads to unfair competition and unjustified advantages. It is therefore in the interest of business and of every citizen as a taxpayer to help reduce fraud.

For each Member State a unique hotline number exists. The anti-fraud freephone is accessible, 24 hours a day, to all Member States except Greece where the national telecommunication system does not yet provide any freephone facility and where calls should be addressed to the Commission's office in Athens.

"We do not offer any financial reward at present," Mr SCHMIDHUBER added, denying reports of the contrary. "But the Commission and the Council are considering introducing such rewards in the future. In that event, financial compensations will be decided on a case-by-case basis according to the taxpayer's money saved".

4. ACCORD OMC : REACTION DE LA COMMISSION A L'AVIS DE LA COUR DE JUSTICE

Suite à une demande de la Commission au sujet de la compétence de la Communauté européenne pour conclure l'accord OMC, la Cour vient d'émettre son avis 1/94 qui souligne :

- a) La Communauté est seule compétente, au titre de l'article 113 au traité CE, pour conclure les Accords multilatéraux relatifs au commerce des marchandises;
- b) La compétence pour conclure le GATS est partagée entre la Communauté et ses Etats membres;
- c) La compétence pour conclure le TRIPs (domaine de la propriété intellectuelle et contrefaçon) est partagée entre la Communauté et ses Etats membres.

Au cours de sa réunion hebdomadaire la Commission s'est penchée sur une première analyse du Service juridique concernant la conclusion des accords issus de l'Uruguay-Round.

Après avoir rappelé que cet avis n'est que partiellement favorable aux thèses défendues par la Commission, Sir Leon BRITTAN a observé qu'il sera désormais possible de négocier l'établissement du code de conduite sur une base claire. Il a

- 7 -

souligné également que la Commission doit veiller à ce que la ratification des accords de mise en oeuvre de l'Uruguay Round intervienne dès que possible afin que l'Organisation mondiale du commerce puisse entamer ses travaux dès le début de 1995.

5. AGRICULTURE : REGIME AGRIMONETAIRE

La Commission a adopté son rapport au Conseil sur le régime agrimonétaire du marché unique. De plus, elle a décidé de proposer certaines modifications de la réglementation de base pour tenir compte de la fin des mesures transitoires prévues jusqu'au 31 décembre 1994.

En l'absence de monnaie unique, un système de taux de conversion s'avère indispensable pour pouvoir payer en monnaies nationales les montants agricoles fixés en Ecu.

Principalement, les changements du régime en vigueur concerneraient :

- l'abandon du mécanisme de "switch-over" et la neutralisation des baisses de prix en monnaies nationales qu'il en aurait résulté;
- l'ajustement de l'actuel système de franchises mobilières qui permettent de stabiliser les taux de conversion agricoles;
- la révision des mesures de compensation possibles en cas de réévaluation, avec introduction de périodes de confirmation des tendances monétaires qui déclenchent ces mesures et distinction entre mesures à court terme et mesures à moyen terme.

En outre, la réglementation préciserait les règles de détermination des taux de conversion agricoles pour les nouveaux Etats membres de l'Union européenne.

Ces propositions doivent être débattues par le Conseil "Agricole" lors de sa réunion en décembre.

6. AGRICULTURE : SUGAR SECTOR

The Commission has adopted a proposal for a Council Regulation on the production quota and other arrangements to apply in the sugar sector after the current arrangements expire on 30 June 1995.

Always subject to stringent quantitative and financial limitations, the production of sugar in the Community has never given rise to the same difficulties as have been experienced in other agricultural sectors. The Commission is accordingly proposing to maintain unchanged the existing levels of production quotas for sugar as well as those for isoglucose and inulin syrup for a period of six marketing years, together with the self-financing arrangements which ensure that Community producers are fully responsible for the costs of marketing their production surpluses. Having regard however to the need to ensure full compliance in the future with the Community's obligations under the agricultural Agreement resulting from the Uruguay Round of GATT negotiations, provision is made for possible future adaptations to be made to quotas and prices in case of need, on a year by year basis.

Concerning the significant quantities of raw sugar which the Community imports mainly from ACP States and India, the Commission has carried out the envisaged overall examination of the situation of the sugar-refining industry in the Community in the light, in particular, of the requests made by the ACP States covered by the Protocol N° 8 attached to the Fourth Lomé Convention for increased access to the Community's markets. The conclusions point to a series of measures firstly to continue

- 8 -

to ensure the supplying of the so-called port refineries located in Finland, France, Portugal and the United Kingdom by the extension of the transitional preferential import arrangement currently in force for Portugal and, secondly, to provide within those arrangements an assured access to raw sugar originating from ACP and/or other States in fulfilment of the Community's obligations with those States.

As well as addressing the main elements of domestic production and raw-sugar imports for refining, the Commission also proposes changes to the rules governing the carry over of **C sugar** to the following marketing year, national adaptation aids in Italy and utilisation of sugar sectors products in the non-food sector.

It should be remembered that the future trade aspects of this market organization are covered by another proposal currently before the Council on the adaptations and transitional measures necessary in the agricultural sector for implementation of the recent agreement within the GATT.

7. SECTEUR BANANES : IMPORTATIONS

La Commission a accepté une proposition pour augmenter le contingent tarifaire pour l'importation de bananes pour 1994.

Actuellement, le contingent tarifaire de base pour l'importation de bananes dans la Communauté s'élève à 2.000.000 tonnes/poids net.

Au cours de l'année 1994, ce contingent a été augmenté de 118.000 tonnes/poids net sur base d'un ajustement du bilan prévisionnel, afin de pouvoir satisfaire les besoins du marché communautaire pendant le quatrième trimestre.

Par ailleurs, à la suite de la tempête tropicale Debbie qui a touché les départements français de Martinique et de Guadeloupe ainsi que certaines régions des Windward Islands, des mesures exceptionnelles ont été arrêtées comprenant une augmentation additionnelle de 53.400 tonnes/poids net du contingent tarifaire 1994, sur base d'une évaluation des dégâts subis pour le quatrième trimestre, afin de maintenir un approvisionnement satisfaisant du marché communautaire pour la fin de l'année 1994.

La répartition des 53.400 tonnes est la suivante :

- Martinique : 30.000 tonnes;
- Guadeloupe : 5.900 tonnes;
- Saint Lucia : 14.800 tonnes;
- Dominica : 2.700 tonnes.

8. FONDS SOCIAL EUROPEEN : NOUVEL OBJECTIF 4

La Commission a approuvé une communication concernant la mise en oeuvre du nouvel objectif 4 du Fonds social européen.

Le Traité de l'Union donne comme mission au Fonds social européen, à l'article 123 : outre ses missions traditionnelles qui visent à promouvoir à l'intérieur de la Communauté les facilités d'emploi et la mobilité géographique et professionnelle des travailleurs et qui ont été concentrées sur la lutte contre le chômage de longue durée et sur l'insertion professionnelle des jeunes, de faciliter l'**adaptation aux mutations industrielles** et à l'**évolution des systèmes de production**, notamment par la formation et la reconversion professionnelles. Cette nouvelle mission est concrétisée dans les règlements relatifs aux Fonds structurels.

- 9 -

La problématique de l'adaptation aux mutations industrielles, qui concerne l'ensemble des secteurs de l'économie y compris les services, est plus large que le champ d'intervention du Fonds social européen.

Porteur d'une démarche nouvelle, l'objectif 4 se situe donc dans le cadre des politiques d'emploi, d'ajustement structurel et de formation professionnelle au niveau de l'Union européenne. Les actions au titre de l'objectif 4 doivent contribuer à la réalisation simultanée de deux objectifs :

- l'accroissement de la compétitivité de l'économie en renforçant la capacité d'adaptation des entreprises aux mutations industrielles;
- la promotion de l'emploi en favorisant l'adaptation des travailleurs aux modifications structurelles affectant les entreprises.

Privilégiant l'investissement dans le capital humain, les actions soutenues au titre de l'objectif 4 s'inscrivent directement dans la perspective et les priorités définies dans le Livre blanc "Croissance, Compétitivité et Emploi". (COM(94)510).

9. RDT : REORGANISATION DU CENTRE COMMUN DE RECHERCHE

La Commission a adopté une modification à la Décision de 1985 portant sur la réorganisation du Centre Commun de Recherche. Cette modification met en place un Groupe Consultatif Scientifique et Industriel formé de personnalités indépendantes qui conseillera le Conseil d'Administration et le Directeur Général et précise le rôle du Conseil d'Administration pour tenir compte des nouvelles conditions de compétitivité du CCR.

10. TRANSPORTS : INITIATIVE DES ALPES

La Commission a adopté une Communication relative à la mise en oeuvre de l'Initiative des Alpes par la Suisse et ses conséquences pour le secteur des transports.

Cette Communication examine les modalités de mise en oeuvre de l'Initiative des Alpes, qui vise au transfert du trafic routier de transit à travers les Alpes vers le rail dans un délai de dix ans et à interdire le développement des infrastructures routières dans la région alpine.

Les modalités de mise en oeuvre de l'Initiative des Alpes retenues par les Autorités suisses semblent en principe conformes à la politique commune des transports et a priori compatibles avec les quatre principes qui avaient été retenus par la Commission comme devant présider à cette mise en oeuvre :

- libre choix de l'opérateur;
- traitement égal;
- prévention des détournements de trafic et
- compatibilité avec l'Accord transit.

La présente Communication analyse, par ailleurs, les implications de cette mise en oeuvre pour une future négociation dans le domaine des transports. Sur la base des résultats de cette analyse, la Commission suggère au Conseil de reprendre l'examen des directives de négociation, la Commission pouvant ainsi entamer rapidement des négociations relatives aux transports terrestres et aériens et les conduire parallèlement au processus législatif suisse de mise en oeuvre de l'Initiative des Alpes pour que la Communauté puisse s'assurer que les solutions choisies soient conformes aux principes de la politique des transports de l'Union. L'inscription dans

- 10 -

un futur accord de ces modalités permettrait de garantir que l'application des mesures détaillées de mise en oeuvre corresponde effectivement au concept général retenu aujourd'hui.

11. PME : COOPERATION TRANSNATIONALE

La région du nord de l'Espagne connue sous le nom de Cornisa Atlantica accueillera environ 2000 entreprises provenant de la Communauté européenne et au-delà, les 21 et 22 novembre pour la onzième rencontre EUROPARTENARIAT.

EUROPARTENARIAT, est une initiative de la Commission lancée en 1987 et destinée à stimuler le développement des régions les moins favorisées en encourageant les petites et moyennes entreprises de toute la Communauté à établir des relations commerciales avec les entreprises-hôtes de la région où se tient l'événement.

Les résultats parlent deux-mêmes : depuis le lancement de Europartenariat, quelques 44.700 réunions ont été organisées entre presque 13.000 petites et moyennes entreprises - provenant non seulement de la Communauté européenne mais aussi des pays de l'AELE, de l'Europe centrale et orientale et du Bassin méditerranéen. Selon les participants, environ 60% des rencontres débouchent sur une négociation tandis que 40% conduisent à des accords effectifs de coopération. Le dernier événement s'est tenu en Pologne en juin dernier et a accueilli 1.560 entreprises visiteuses de 51 pays, parmi lesquelles 872 provenaient de la Communauté européenne. Quelque 9.700 rencontres ont eu lieu avec les 401 entreprises polonaises et un grand nombre de contrats et d'accords de coopération ont déjà été signés entre les participants.

12. EU ECOLABEL : ECOLOGICAL CRITERIA FOR THREE PRODUCT GROUPS

La Commission a approuvé une décision établissant les critères écologiques pour l'attribution du label écologique communautaire aux amendements pour sols (fertilisants), au papier hygiénique et au papier de cuisine. Ces trois produits s'inscrivent dans le cadre du système communautaire d'attribution du label écologique destiné notamment à promouvoir la conception, la production, la commercialisation et l'utilisation de produits ayant une incidence moindre sur l'environnement durant tout son cycle de vie (voir EU-Review n° 615 du 30.9.94).

Le contenu technique de ces critères est déterminé par des organismes du label écologique neutres et indépendants, établis par les Etats membres. La Commission offre la coordination nécessaire entre les différents organismes nationaux et les groupes d'intérêt et prend après consensus des parties la décision formelle.

In all three cases, the relevant ecological issues and the corresponding criteria have been identified on the basis of comprehensive studies of the environmental aspects related to the entire life cycles of these products.

The focus of the ecological criteria for soil improvers, as established, is on :

- promoting soil improvers based on recycled organic material;
- contributing to prevention of soil and ground water pollution.

The main requirement for an eco-label is that soil improvers must be made from processed organic waste material. By encouraging the use of biological waste materials, the criteria will help to promote the objectives of the EU policy on waste by reducing the amount of material which would otherwise have to be dealt with, e.g. by landfill.

- 11 -

The consumption of kitchen rolls and of toilet paper represent 64 % of the consumption of tissue papers within the EU (3.7 million tons in 1992).

The specific environmental aims pursued through these criteria are to encourage products :

- involving a lesser use of non-renewable resources;
- involving a reduced release of pollutants to air and water;
- contributing to the recycling of previously used paper, leading to reduced quantities of waste.

Les propositions de critères concernant le papier de toilette et de cuisine ont fait l'objet de vives critiques de la part des pays tiers concernés.

Néanmoins, l'intérêt des producteurs étrangers de pâte de bois a été pris en considération; l'utilisation de fibre vierge est permise à condition que des normes de performance environnementale rigoureuses soient respectées.

The definition for this type of "forest management" is the one adopted by the Ministerial Conference on the Protection of Forest in Europe (Helsinki, June 1993) and for those states that have not adopted the Helsinki Resolution, the definition as decided at the UNCED Conference in Rio de Janeiro in June 1992. These definitions permit the inclusion of virgin fibre in paper products.

Le succès du système communautaire d'attribution du label écologique dépendra de la capacité des organismes compétents à établir des critères pour des dizaines de groupes de produits (le système allemand comprend plus de 70 groupes de produits). L'adoption de ces décisions par la Commission a une grande importance politique en ce moment car l'établissement des critères a progressé à un rythme extrêmement lent. En effet, la Commission n'a adopté jusqu'à présent que des critères pour deux groupes de produits (washing machines and dish machines) et cela en l'espace de deux ans. Ceci est dû à une certaine confusion quant au rôle des différentes parties impliquées dans le processus de décision.

C'est pour cette raison et dans le but de respecter le principe de subsidiarité que la Commission confiera à l'avenir l'adoption des critères à l'Agence européenne de l'environnement.

13. AVIATION SECTOR : STATE AIDS

The Commission has adopted a Communication concerning the Guidelines for State Aids in the aviation sector.

As a result of aviation liberalization, and in particular of the Third Package which entered into force on 1 January 1993, competition is increasing between EEA air carriers. In a more competitive environment State aids are of substantially increased strategic importance since they might severely distort competition.

The present guidelines, foreseen in the Action plan for Civil Aviation adopted in June 1994 respond to two main concerns :

- to reflect the completion of the internal market for air transport which will result in greater competition;
- to increase transparency at different levels of the evaluation process, in relation to, first, the data to be provided in the notification by the Member States, and second, to the criteria and procedures applied by the Commission.

For the application of Article 92(3)(c) of the Treaty and Article 61(3)(c) of the EEA Agreement in the sectoral context of aviation, the Commission has defined certain criteria which have to be met, among which the following may be noted :

- 12 -

- the aid shall be part of a comprehensive restructuration programme;
- the aid shall be the last one in conformity with Community law,
- capacity reductions have to be included;
- the aid and the related programme do not in any case aim at increasing capacity to the detriment of other EEA carriers;
- the aid must neither be used for anticompetitive behaviour or purposes nor be detrimental to the implementation of Community liberalization rules.

The Commission's purpose is to ensure a level playing field on which EEA air carriers can effectively compete.

These guidelines cover aids granted by EC Member States to air carriers including any activity accessory to air transport. They do not deal with subsidies to aircraft manufacturing, State aids given by third countries or with State financing of infrastructure investments (airports).

The 1992 State Aids Report highlighted the need to increase transparency with regard to the information provided by the Member States in accordance with Article 93(3). The transparency Directive as amended in 1985, is entirely applicable to the transport sector.

The Commission will publish at regular intervals, reports on the application of Articles 92 and 93, as well as inventories of existing aids in the aviation sector. The Commission will also decide, at the appropriate time, on the update of these Guidelines.

14. PAYS TIERS MEDITERRANEENS : RAPPORT SUR LA COOPERATION FINANCIERE ET TECHNIQUE

La Commission a approuvé un rapport sur l'exécution de la coopération financière et technique avec les pays tiers méditerranéens ainsi que de la coopération financière intéressant l'ensemble des pays tiers méditerranéens.

Ce rapport vise à donner un aperçu de la mise en oeuvre des protocoles financiers (fonds budgétaires et ressources propres de la BEI) et de la coopération régionale et décentralisée découlant de la Politique méditerranéenne de la Communauté.

Dans ce rapport, il est fait état d'abord de la mise en oeuvre de la coopération entre la Communauté et les pays de la Méditerranée du Nord puis celle concernant les pays de la Méditerranée Sud et Est pour ce qui est, d'une part, des trois premières générations de protocoles financiers et, d'autre part, de la mise en route des quatrièmes. Une évaluation par pays y est clairement présentée. Finalement, la coopération dite "horizontale" démarrée en 1992 y est également décrite.

Le rapport donne un aperçu général de la coopération financière et technique à partir des premiers protocoles (1978) et ceci afin de présenter une image complète de cette coopération financière jusqu'à ce jour. A partir de l'année prochaine, seule sera couverte la coopération de l'année concernée.

Avec la Politique Méditerranéenne Rénovée, la Communauté a complété ses instruments de coopération, comblant ainsi les lacunes apparues lors de la mise en oeuvre de seuls protocoles financiers.

Toutefois, la coopération avec les voisins du Sud et de l'Est de la Méditerranée ne se limite pas aux actions décrites dans ce rapport. Qu'il s'agisse de la science, de l'énergie, des ONG, ou d'autres domaines, une multitude d'actions en faveur des PTM sont financées par le budget de la Communauté dont également l'instrument ECIP

- 13 -

(European Community Investment Partners) qui commence à prendre pied solidement dans le bassin méditerranéen.

Par ailleurs, l'apport financier de la Communauté en faveur aussi bien des Territoires Occupés que des réfugiés a évolué significativement avec le temps et notamment suite aux progrès du processus de paix au Proche Orient qui a vu s'accroître le rôle de la Communauté. (v. doc. COM(94)384)

15. EX-YOUGOSLAVIE : EMBARGO

Après la décision américaine de ne plus participer au contrôle des mesures de l'embargo des armes pour l'ex-Yougoslavie, le porte-parole de la Commission a déclaré lors de la conférence de presse du 11 novembre 1994 :

"Il n'y a pas une réaction officielle pour l'instant du côté de la Commission puisque jusqu'à présent nous n'étions pas officiellement informé en la matière.

Toutefois, nous avons précisé que la Commission, c'est-à-dire M. VAN DEN BROEK, regrette la décision en question.

A titre de background, nous avons précisé que le groupe de Contact dont fait également partie la Commission - persiste à croire que dans les circonstances actuelles il y a tout lieu de poursuivre l'objectif clairement souscrit à savoir assurer l'acceptation par toutes les parties - y compris Pale - du plan de paix défini par la communauté internationale. Dans ces circonstances, nous croyons moins opportun d'insister maintenant sur une modification sur le plan l'application de l'embargo des armes.

Ceci ne peut nullement impliquer que l'option d'une modification sur le plan de l'embargo est totalement exclu mais ceci devrait être apprécié en fonction de l'évolution de la situation.

Nous avons ajouté, toujours à titre de background, que le gouvernement américain persiste à souscrire au maintien de l'embargo en question mais qu'il esclut seulement des mesures de contrôle y relatif.

Sans doute, dans les prochains jours, les différentes instances concernées vont examiner les implications de la décision américaine, y compris à l'occasion de la réunion ministérielle de l'UEO prévue pour lundi prochain (Noordwijk-Pays)." (voir également pt. VI, 1).

16. JAPAN : VISIT OF M. STEICHEN

In preparation of the ministerial meeting EU-Japan on 19 November, M. STEICHEN has a meeting with his Japanese counterpart, M. OKAWARA, on 18 November in Tokyo.

Agriculture is an area where the EU enjoys a competitive advantage with Japan. Moreover Japanese consumers have acquired a taste for foreign foodstuffs. Japan has become the world's largest net importer of farm products.

But Japanese regulations obstruct European imports. Therefore M. STEICHEN will be pleading for deregulation, which means simplification and transparency in the field of plant and animal health regulations.

to be made out of the present competition with the Japanese people who are not used to the present situation

- 13 -

(European Community Investment Partners) qui commence à prendre pied solidement dans le bassin méditerranéen.

Par ailleurs, l'apport financier de la Communauté en faveur aussi bien des Territoires Occupés que des réfugiés a évolué significativement avec le temps et notamment suite aux progrès du processus de paix au Proche Orient qui a vu s'accroître le rôle de la Communauté. (v. doc. COM(94)384)

15. EX-YOUGOSLAVIE : EMBARGO

Après la décision américaine de ne plus participer au contrôle des mesures de l'embargo des armes pour l'ex-Yougoslavie, le porte-parole de la Commission a déclaré lors de la conférence de presse du 11 novembre 1994 :

"Il n'y a pas une réaction officielle pour l'instant du côté de la Commission puisque jusqu'à présent nous n'étions pas officiellement informé en la matière.

Toutefois, nous avons précisé que la Commission, c'est-à-dire M. VAN DEN BROEK, regrette la décision en question.

A titre de background, nous avons précisé que le groupe de Contact dont fait également partie la Commission - persiste à croire que dans les circonstances actuelles il y a tout lieu de poursuivre l'objectif clairement souscrit à savoir assurer l'acceptation par toutes les parties - y compris Pale - du plan de paix défini par la communauté internationale. Dans ces circonstances, nous croyons moins opportun d'insister maintenant sur une modification sur le plan l'application de l'embargo des armes.

Ceci ne peut nullement impliquer que l'option d'une modification sur le plan de l'embargo est totalement exclu mais ceci devrait être apprécié en fonction de l'évolution de la situation.

Nous avons ajouté, toujours à titre de background, que le gouvernement américain persiste à souscrire au maintien de l'embargo en question mais qu'il esclut seulement des mesures de contrôle y relatif.

Sans doute, dans les prochains jours, les différentes instances concernées vont examiner les implications de la décision américaine, y compris à l'occasion de la réunion ministérielle de l'UEO prévue pour lundi prochain (Noordwijk-Pays)." (voir également pt. VI, 1).

16. JAPAN : VISIT OF M. STEICHEN

In preparation of the ministerial meeting EU-Japan on 19 November, M. STEICHEN has a meeting with his Japanese counterpart, M. OKAWARA, on 18 November in Tokyo.

Agriculture is an area where the EU enjoys a competitive advantage with Japan. Moreover Japanese consumers have acquired a taste for foreign foodstuffs. Japan has become the world's largest net importer of farm products.

But Japanese regulations obstruct European imports. Therefore M. STEICHEN will be pleading for deregulation, which means simplification and transparency in the field of plant and animal health regulations.

- 14 -

17. APEC SUMMIT : COMMISSION'S REACTION

The Commission welcomes the vision expressed in the outcome of the 18 APEC Economic Leaders meeting held in Bogor on 15 November with regard to trade liberalisation in the Asia Pacific region in the years to come that will benefit economies worldwide.

Sir Leon BRITTAN said "I am encouraged by the APEC Summit's confirmation of Asia's commitment to continued trade liberalisation. We look forward to working with Asia to build on the success of the Uruguay Round. We welcome APEC's commitment to open regionalism, to produce free trade on a basis compatible with WTO rules. So long as APEC reduces barriers in the region without raising barriers to trade with the rest of the world, this is good for Europe as well as for APEC".

The Commission welcomes and supports the **APEC Ministerial Meeting Joint Statement** in which ministers reaffirmed their determination to achieve full implementation of the results of the Uruguay Round and to demonstrate leadership by making maximum efforts in each of their economies to ensure the early ratification of the agreement establishing the World Trade Organisation so that it is operational as of 1st January 1995.

The Commission notes with satisfaction that APEC's long-term goal of trade liberalization in the Asia-Pacific region will be further explored by promoting trade liberalization programmes based on open multilateral trade principles which are consistent with the General Agreement on Trade and Tariffs.

As APEC moves forward, Europe considers that systematic, informal dialogue with APEC would be mutually beneficial. That is why the EU welcomes suggestions emerging in Asia for **stronger political ties** between the two regions so that they provide the best possible basis for **strong business ties**, too.

NDLR : The Delegations will receive an INFO-NOTE N° 32/94 with the "JOINT STATEMENT OF THE APEC SUMMIT" in the next days.

18. KENYA : VISIT OF PRESIDENT DANIEL ARAP MOI (14 NOVEMBER)

The President of Kenya, Daniel Arap MOI, met V.P. MARIN on 14 November. President MOI was accompanied by the Minister of Foreign Affairs, M. MUSYOKA, who made a courtesy call to the newly appointed Commissioner for Development, Mr. João de Deus PINHEIRO.

V.P. MARIN expressed the Commission's appreciation of the role Kenya was playing at the regional level in finding peaceful solutions to the conflicts affecting Somalia, Sudan and Rwanda. V.P. MARIN also welcomed the positive developments achieved by Kenya and he expressed the hope that the forthcoming Consultative Group lead to positive results while at the same time stressing the importance of Kenya continuing progress in the fields of good governance and Parastatal Reform.

President MOI expressed his appreciation for the aid and cooperation the European Commission has provided to Kenya over the years and reassured of the strong interest of Kenya in strengthening mutual cooperation. In particular, President MOI appealed for the Commission's support in order to alleviate the social impact of Kenya's Economic Reforms Programme.

- 15 -

The Minister of Finance and National Authorising Officer of the European Development Fund, Mr. MUDAVADI, also met with the Commission's services for discussion about the state of our cooperation, in particular the Lomé IV NIP revision and Structural Adjustment Support in view of the programmed CG meeting in December 1994.

V.P. MARIN acknowledged that Kenya has come through a difficult three-year period during which donor aid flows were reduced; he stressed that the Commission is looking forward to the forthcoming Consultative Group meeting of international donors to be held in December. He underlined the Commission's willingness to concentrate aid in the alleviation of the social impact of structural adjustment, notably in health and education.

19. ECHO : BILAN D'ACTIONS

Les délégations recevront dans les prochains jours, sous forme d'une INFO-NOTE N° 33/94, un bilan des actions de l'Office humanitaire de la Communauté européenne (ECHO) pour 1993-1994 ainsi que ses orientations pour l'avenir.

20. PREVISIONS

Les points suivants figurent au projet de l'OJ de la prochaine réunion hebdomadaire de la Commission qui aura lieu à Bruxelles, le mercredi 23 novembre 1994 :

- Préparation du Conseil européen d'Essen :
 - = Société de l'information;
 - = Croissance en emplois;
 - Consommateurs : protection en matière d'indication des prix;
 - Télécommunications : consultations sur le Livre vert sur les communications mobiles personnelles;
 - Développement/Régions ultrapériphériques : perspectives du marché du rhum;
 - Relations extérieures : extension de l'aide économique à la Croatie;
 - Fiscalité indirecte :
 - = Taxation sur les tabacs et accises sur l'alcool;
 - = Taux d'accise sur les huiles minérales;
 - Energie : rendement des réfrigérateurs, congélateurs et appareils à usage ménager;
 - Recherche : programmes spécifiques du 4ème programme-cadre;
 - Audiovisuelle :
 - = Industrie européenne des programmes audiovisuels et télévision sans frontières;
 - = Entreprises à l'industrie des programmes (Media II);
 - = Directive "Télévision sans frontières";
 - Education et formation : adaptation des systèmes aux défis technologiques, industriels et sociaux;
 - Agriculture : adaptations des accords européens et des accords intérimaires avec les pays de l'Europe centrale.
- Les rencontres suivantes sont prévues :
- M. van den BROEK reçoit M. Ivan M. KOROTCHENYA, Secrétaire exécutif de la Communauté des Etats Indépendants (22 novembre);

- 16 -

- MM. DELORS, MARIN et van den BROEK reçoivent le Prince héritier de Jordanie, M. Hassan BIN TALAL (24 novembre);
- MM. DELORS, MARIN et van den BROEK reçoivent les Ministres des Affaires étrangères des 4 pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) (24 novembre);
- MM. CHRISTOPHERSEN et van den BROEK reçoivent les Vice-Premier Ministres des Nouveaux Etats Indépendants (24 novembre).
Par ailleurs, les déplacements suivants sont prévus :
- Mme SCRIVENER sera à Pékin où elle rencontrera M. Qian BUAN LIN, DG de l'Administration générale des Douanes, avec le Vice-Ministre, M. Gy YONGJIANG et le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Mme Wu YI (21-22 novembre);
- M. STEICHEN rencontre les Ministres japonais de l'Agriculture, M. Taichiro OKAWARA et du Commerce, M. Ryutaro HASHIMOTO (Tokyo, 21 novembre);
- Il y aura une visite officielle de Sir Leon BRITTAN en République tchèque où il rencontrera des Membres du Gouvernement (21-22 novembre);
- M. PALEOKRASSAS assistera au Ministerial Meeting on Trade and Environment UNEP-UNCTAD (Genève, 22 novembre);
- M. PALEOKRASSAS participera à la Conférence sur le développement durable où M. DELORS fera le discours de clôture (24-25 novembre).

II. CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE

1. CONSEIL "CULTURE" (BRUXELLES, 10 NOVEMBRE)

Etant donné que la Culture relève en Allemagne de la compétence des Länder, la session du Conseil "Culture", qui s'est terminée avec le déjeuner, a été présidée par Mme SEILER-ALBRING, Ministre d'Etat aux Affaires étrangères. La Commission était représentée par M. PINHEIRO.

Le Conseil a adopté des conclusions portant sur la communication de la Commission concernant l'action de la Communauté européenne en faveur de la culture. Les Ministres ont notamment mis l'accent sur certains aspects tels que l'importance du paragraphe 4 de l'article 128 (qui prévoit que la Communauté tient compte des aspects culturels dans son action au titre d'autres dispositions du Traité), les relations avec les pays tiers, la subsidiarité et la complémentarité ainsi que les aspects budgétaires. Par ailleurs, plusieurs délégations ont regretté que l'audiovisuel ne figure qu'en annexe de la communication et ont souligné le prix qu'elles y attachent.

En effet la coopération avec les pays tiers a été évoquée par plusieurs délégations qui ont mis notamment l'accent sur les relations avec les PECO. Cependant, la délégation E a remarqué que la coopération avec les PECO ne doit pas se faire au détriment d'autres pays tels que ceux de la Méditerranée et de l'Amérique Latine. Cette coopération implique qu'il y ait également les fonds nécessaires. La délégation EL a rappelé également l'importance d'une bonne coopération avec Chypre et Malte.

- 17 -

La session a permis à M. PINHEIRO de faire une présentation exhaustive des propositions concernant **KALEIDOSCOPE 2000 et ARIANE**. Il a en outre informé le Conseil des grandes lignes de la proposition que la Commission va présenter bientôt en ce qui concerne la protection du patrimoine culturel. Ces présentations ont été suivies d'un bref échange de vues.

Sur base d'une note de réflexion de la Présidence, le Conseil a procédé à un bref débat sur les aspects culturels de la préparation des PECO en vue de l'adhésion à l'Union européenne. A cette occasion, le Ministre TOUBON (F) a informé ses collègues qu'il désirait associer les PECO à la session formelle du Conseil "Culture" des 20 et 21 mars 1995 ainsi qu'à la réunion informelle de février.

La Présidence du Conseil a rappelé que le Conseil européen d'Essen des 9 et 10 décembre prochain recevra un document de caractère général sur la préparation des PECO en vue de leur adhésion qui comportera un volet consacré aux aspects culturels.

Les Etats adhérents, tout en évoquant l'importance des relations avec les PECO, ont mis l'accent sur les relations qu'ils entretiennent avec d'autres pays de l'Est, notamment les pays baltes auxquels il conviendrait d'étendre la coopération en matière culturelle.

Sous "Divers", la délégation italienne a rappelé que le projet de Convention UNIDROIT sur les biens culturels volés ou illicitement exportés devra être mis au point au cours d'une conférence diplomatique qui se tiendra à Rome au printemps 1995 et a mis l'accent sur l'importance qu'elle attache à cette question.

2. CONSEIL "AGRICULTURE" (14 NOVEMBRE)

Le Conseil s'est consacré essentiellement à deux points. En ce qui concerne la mise en oeuvre du Cycle d'Uruguay, la discussion a dégagé un consensus unanime sur la nécessité d'adopter la législation concernée avant la fin de l'année, en se limitant à ce qui est strictement nécessaire pour la mise en oeuvre de l'accord GATT. Il est clair que toutes les délégations estiment que le transfert des compétences proposé par la Commission va au-delà de ce qui est nécessaire et empiète sur les prérogatives politiques du Conseil. Le CSA a été chargé de revoir le texte du règlement en ayant à l'esprit les différents cas spécifiques soulevés par les Etats membres.

En ce qui concerne l'avenir de l'OCM viti-vinicole, si personne n'a contesté la nécessité d'une réforme, la proposition de la Commission continue à susciter des divergences majeures, ce qui rend aléatoire la perspective d'un accord. En même temps, aucune délégation n'a suggéré une approche alternative valable. M. STEICHEN ayant indiqué que la Commission serait prête à réfléchir à des solutions légèrement différentes sur certains aspects, le Président BORCHERT a chargé le CSA de poursuivre ses travaux à la lumière du débat.

Pour le reste, le Conseil s'est borné à approuver un compromis sur les normes de commercialisation pour les matières grasses à tartiner qui n'enthousiasme personne, mais qui permet de classer un dossier qui traîne depuis trois ans, et à marquer son accord politique sur un règlement destiné à mettre en oeuvre des engagements pris dans le cadre du dernier paquet "Prix". Lors de l'approbation des

- 18 -

points "A", la Commission a été amenée à faire une déclaration regrettant que le Conseil ait amendé sa proposition sur l'application de la téledétection par satellite aux statistiques agricoles en y introduisant une enveloppe financière (montant estimé nécessaire) ainsi qu'un comité de réglementation avec filet.

3. CONSEIL "BUDGET" (16 NOVEMBRE)

Les débats du Conseil ont porté sur les dossiers suivants :

A. Budget 1995

Le Conseil a procédé à la deuxième lecture du projet de budget. Comme prévu, le Conseil a rejeté la quasi-totalité des 400 amendements proposés par le Parlement, afin de respecter le plafond actuel (1,20 % du PIB) des ressources propres. Par contre, le Parlement aurait préféré d'utiliser déjà les ressources supplémentaires (1,21 % du PIB) décidées à Edimbourg pour 1995, tout en gelant ces dépenses supplémentaires en attendant la ratification formelle d'Edimbourg.

M. SCHMIDHUBER, tout en rappelant qu'un certain dualisme Parlement/Conseil est naturel dans la mesure où il résulte inévitablement de la procédure budgétaire telle que prévue par le Traité, a souligné que l'élargissement est prévu pour le 1er janvier 1995 et que la ratification d'Edimbourg risque d'avoir lieu seulement après cette date.

B. Prévisions financières 1995-1999

Le Conseil a eu un premier débat sur l'adaptation des perspectives en vue de l'élargissement. Bien que cette adaptation relève du Conseil "Ecofin" du 5 décembre, le Conseil "Budget" d'aujourd'hui a déjà accepté les prévisions de la Commission en ce qui concerne les recettes (+ 8,6 % + 6,2 mrd Ecu en 1995).

M. SCHMIDHUBER s'est notamment félicité que le Conseil ait réussi de dégager des orientations pour la négociation de la Présidence avec le Parlement européen. Ainsi le Conseil pourrait effectivement terminer ses travaux début décembre.

C. Concertation avec le Parlement

Interrompant ses travaux, le Conseil a rencontré une délégation du Parlement européen dans le cadre de la procédure de concertation.

Les parlementaires ont rappelé leur position que le budget 1995 doit être une décision politique et doit donc tenir compte tant de l'augmentation des ressources propres que de l'élargissement. Le rapporteur, M. SAMLAND, a notamment souligné avec force que si le Conseil ne respecte pas l'art. 24 de l'Accord inter-institutionnel de 1983 ("en cas d'élargissement de la Communauté, sur proposition de la Commission, les Institutions adapteront les perspectives financières pour tenir compte des besoins et des moyens nouveaux de la Communauté élargie"), le Parlement ne se considérera plus engagé par cet accord.

Différentes délégations (notamment I et F) ont rappelé que tant que le processus de ratification n'est pas conclu, la décision sur les ressources propres n'est pas adoptée, et que par conséquent le respect du droit empêche le Conseil de donner son accord sur un budget basé sur le nouveau taux. La situation est la même en ce qui concerne l'élargissement.

- 19 -

Le Commissaire SCHMIDHUBER a rappelé la nécessité d'assurer une bonne coopération entre les autorités budgétaires. De l'avis du Commissaire, un compromis pragmatique est possible : le budget à approuver en décembre peut être défini pour l'Union élargie, mais seulement en ce qui concerne les chiffres globaux. Les montants détaillés par ligne budgétaire seront adoptés par un budget rectificatif au mois de janvier. La Commission pourrait présenter une lettre rectificative tout de suite après le référendum en Norvège.

4. CONSEIL "TELECOMMUNICATIONS" (BRUXELLES, 17 NOVEMBRE)

Les résultats du Conseil ont qualifiés de très positifs par les participants puisqu'il y a eu des accords politiques unanimes sur tous les points sur lesquels une décision était possible. Le principal résultat attendu était l'adoption d'un calendrier pour la libéralisation des infrastructures de télécommunications, proposé par la Commission le 25 octobre, qui doit constituer un signal positif pour les opérateurs de télécommunications et des industriels.

Les Commissaires BANGEMANN et VAN MIERT ont rappelé le contexte dans lequel se situait ce Livre Vert (émergence de la société d'information, libéralisation des services de télécommunications, maintien de monopoles des réseaux de communication dans la majorité des Etats membres) et la nécessité d'une libéralisation rapide des réseaux pour les services déjà libéralisés. Ils ont insisté qui avaient déjà été arrêtées par le Conseil (libéralisation des services à l'exception de la téléphonie vocale) et la situation qui persistait sur les réseaux alternatifs que l'on ne pouvait toujours pas utiliser pour la transmission des services libéralisés. Au moment où les entreprises cherchent à s'allier pour mettre en place les éléments de la société d'information, les monopoles sur certaines infrastructures peuvent entraîner des créations de positions dominantes (cas récent MSG).

Le Conseil a préféré fixer une seule étape, le 1er janvier 1998, qui correspond à celle fixée pour la libéralisation des services de la téléphonie vocale. Le cadre réglementaire devra être mis en place d'ici cette date, à partir de laquelle la fourniture d'infrastructures de télécommunications devra être libéralisée. Seules six délégations (D, UK, F, NL, et SUE, FIN) étaient en mesure de supporter l'approche de deux étapes proposée par la Commission. Ces délégations, via une déclaration au procès-verbal, ont invité la Commission à soumettre des propositions pour la libéralisation anticipée des infrastructures alternatives (cable, satellites ...), et se conservent la possibilité de s'engager sur cette voie avant le 1er janvier 1998.

La proposition modifiée relative aux normes pour la transmission de signaux de télévision a été adoptée à l'unanimité, y compris les amendements du Parlement repris par la Commission et les dispositions relatives à l'accès conditionnel (chaînes cryptées).

Les deux décisions relatives aux réseaux transeuropéens (RNIS et réseaux télématiques entre administrations) ont fait l'objet d'un accord unanime partiel. Quant au programme IDA, tous les points en suspens ont été réglés sur la base d'un compromis de la Présidence.

Le Conseil a adopté une résolution sur la fourniture et l'accès à la capacité de secteur spatial, qui définit notamment les objectifs fondamentaux de la politique future en matière de communications par satellites. La Commission, à la demande de plusieurs Etats membres (notamment UK et NL), a reconnu dans une déclaration que la garantie d'un accès non discriminatoire (pour tous les fournisseurs et utilisateurs)

- 20 -

aux capacités de secteur spatial, y compris celles fournies par les organisations intergouvernementales, incluait l'accès direct.

Quant à la proposition sur la reconnaissance mutuelle des licences, elle a fait l'objet d'un large débat, qui n'a pas permis d'enregistrer de réels progrès.

5. PREVISIONS

Les points suivants figurent au projet de l'Ordre du jour des réunions du Conseil au cours de la semaine prochaine :

Conseil "TRANSPORTS" (21-22 novembre)

- Orientations communautaires pour le développement du réseau transeuropéen de transport;
- Interopérabilité du réseau européen de trains à grande vitesse;
- Désignation ainsi que qualification professionnelle d'un préposé à la prévention des risques inhérents aux transports des marchandises dangereuses;
- Système global de navigation par satellite;
- Relations avec les pays tiers
 - = Ouverture de négociations entre la Communauté européenne et la Confédération helvétique dans les domaines des transports routiers et aériens;
 - = Ouverture de négociations entre la Communauté européenne et certains pays tiers dans le domaine de transport de voyageurs et de marchandises par route;
- Transports maritimes
 - = Niveau minimal de formation des gens de mer;
 - = Sécurité des transbordeurs rouliers de passagers;
 - = Application aux navires faisant escale dans les ports de la Communauté et naviguant dans les eaux relevant de la juridiction des Etats membres, des normes internationales relatives à la sécurité maritime, à la prévention de la pollution et aux conditions de vie et de travail à bord des navires;
 - = Etablissement d'un système européen de notification des navires dans les zones maritimes des Etats membres de la Communauté;
 - = Règles de concurrence dans le secteur des transports maritimes;
 - = Mesures positives dans le secteur maritime.

Conseil "PECHE" (23 novembre)

- Organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture;
- Fixation, pour la campagne 1995, des prix d'orientation de certains produits de la pêche énumérés;
- Fixation, pour la campagne 1995, du prix à la production communautaire des thons destinés à la fabrication industrielle;
- (évent.) Suspension temporaire totale ou partielle des droits autonomes du TDC pour certains produits de la pêche;
- (évent.) Augmentation du contingent tarifaire communautaire ouvert pour 1994 pour les morues fraîches, réfrigérées ou congelées;
- Régimes d'accès à certaines zones et ressources de pêche communautaires;
- Dispositions générales relatives à l'autorisation de pêche dans les eaux d'un pays tiers dans le cadre d'un accord de pêche;
- Mécanisme de surveillance du marché pour certains produits de la pêche en

- 21 -

- provenance de Norvège;
- (évent.) Mesures à prendre à l'égard des opérateurs qui ne respectent pas certaines dispositions relatives aux activités de pêche prévues par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande, de la Norvège et de la Suède;
- NAFO : procédure d'objection au tac de 27.000 t de fletan noir pour 1995;
- Maroc : mandat de négociation;
- (évent.) Russie : rapport de la Commission relatif à l'acquisition de 8.000 t de cabillaud.

Conseil "DEVELOPPEMENT" (25 novembre)

- Suite à la déclaration du Conseil : "Horizon 2000"
 - = Sécurité alimentaire;
 - = Education et formation;
 - = Complémentarité entre les politiques et les actions de développement de l'Union et des Etats membres
 - = Coordination opérationnelle : suivi de l'expérience décidée par le Conseil le 2 décembre 1993;
- Actions dans le domaine des forêts tropicales;
- Mesures en faveur du Rwanda : suite de la mission de la Troïka;
- Lomé IV - révision à mi-parcours;
- Relations futures avec l'Afrique du Sud;
- Règlements de base relatifs aux lignes budgétaires concernant l'aide humanitaire;
- Mise en oeuvre de "l'initiative pour l'Afrique" décidée par le Conseil le 25 mai 1993;
- Migration et développement;
- Plan d'action en matière de lutte contre la drogue;
- Relations futures de l'Union européenne avec les pays ALA et MED.

III. PARLEMENT EUROPEEN

1. SESSION PLENIERE (14-18 NOVEMBRE)

Presenting the Court of auditor's annual report for 1993 to the Plenary, the Court's President André MIDDELHOEK took the Commission to task for its management of the Union's finances. "The Commission has largely failed to achieve the level of financial control needed", he said, pointing out that many of the criticisms made as long ago as 1983 were still valid today.

He then proceeded to analyse deficiencies and weaknesses of financial management in the various sectors.

For the Commission, Peter SCHMIDHUBER made a spirited response to the criticisms. Improvements had been made, more staff hired to combat fraud and legislative proposals made to the Council who held the responsibility for taking the political decisions, he said.

Replying to the debate, Mr MIDDELHOEK said the Court of Auditor's criticism of the Commission was intended to be constructive. As far as he was concerned financial management had not kept pace with the expansion of EU tasks or the increase of the size of the EU budget. He then made a number of suggestions for improving financial efficiency including the simplification of EU rules, improvement to financial

- 22 -

management in both the Commission and the Member States, better control powers for the Commission, wider use of penalties, greater cooperation between Member States in tracing fraud and the use of more staff in financial control.

Mr MIDDELHOEK agreed with budget committee chairman Detlev SAMLAND (D, PES) that 80 % of EU expenditure was directly or indirectly administered by the Member States.

Le Parlement européen a entendu une communication de la Commission sur la coopération de l'Union européenne avec les pays du bassin méditerranéen et du Mercosur. Lors du tour de questions et réponses qui a suivi, la plupart des intervenants se sont félicités des orientations que la Commission a adoptées sur ce sujet.

Suite à une déclaration de Sir Leon BRITTAN concernant l'avis de la Cour de Justice sur l'accord du GATT, le Parlement a exprimé, dans sa majorité, une attitude de satisfaction à l'égard de cet avis. Les parlementaires souhaitent par ailleurs qu'un accord entre les institutions de l'Union soit conclu afin de définir le rôle de l'Union au sein de l'OCM.

Le Parlement a eu une discussion sur la situation en Bosnie-Herzégovine suite à la décision des USA d'interrompre les contrôles sur l'embargo sur l'envoi d'armes à la Bosnie. Si au cours de la discussion des critiques assez vives avaient été exprimé à l'égard des USA (surtout de la part de la gauche), le Parlement a finalement voté à une large majorité une résolution qui nuance ces critiques et se limite à demander une unité d'action entre les partenaires de l'OTAN ainsi que le respect des résolutions de l'ONU, tout en soulignant le tournant décisif que la décision américaine représente.

Dans le cadre des débats d'urgence, le Parlement a adopté une résolution sur la situation en Angola, qui exprime la confiance dans le processus de paix dans ce pays et demande que le gouvernement angolais et l'UNITA proclament un cessez-le-feu immédiat, que les Nations Unies continuent leur effort de médiation et que l'Union européenne développe toutes les formes possibles d'aide humanitaire. Une autre résolution a été adoptée concernant la situation en Syrie : le Parlement se félicite de la prochaine réunion Conseil de coopération UE-Syrie ainsi que de la participation de la Syrie au processus de paix en Moyen-Orient et demande que la question du respect des droits de l'homme reste un des points principaux des discussions avec la Syrie.

Le Parlement a adopté trois rapports concernant l'application du SPG aux pays en voie de développement.

NDLR : Comme d'habitude, les délégations recevront dans les prochains jours une INFO-NOTE N° 35/94 avec les résolutions les plus importantes de la session.

- 23 -

2. PREVISIONS : TRAVAUX DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Les points suivants figurent à l'Ordre du jour des commissions parlementaires de la semaine prochaine :

Affaires étrangères, sécurité et défense

- Rencontre avec M. ILLIC, Président de la République Fédérative de Yougoslavie (Serbie-Monténégro);
- Au delà des accords européens : une stratégie de pré-adhésion pour l'Europe centrale et orientale - Rapp. OOSTLANDER (Adoption d'un rapport);
- Accord de partenariat et de coopération avec la Russie - Rapp. CARRERE D'ENCAUSSE (Echange de vues);
- Accords de partenariat et de coopération avec l'Ukraine - Rapp. GOMOLKA (Echange de vues);
- Observatoire des risques humanitaires - Rapp. ROCARD (Echange de vues)

Sous-commission : Sécurité et désarmement

- Briefing on the Chemical Weapons Convention by Mr Seguei BATSANOV, Director of the Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons.
1995 Conference on revision of the Treaty on non-proliferation of nuclear weapons - Rapp. WIERSMA (exchange of views);
- The Europe Agreements and beyond ; a strategy to prepare the countries of Central and eastern Europe for accession - Rapp. OOSTLANDER (exchange of views on the security aspects).

Sous-commission : Droits de l'homme

- Exchange of views to prepare the "mini-hearing" on freedom of expression at the December part-session and consideration of a topic for a human rights related hearing in 1995;
- Exchange of views with representatives of the Development Committee on the procedures for human rights within the ACP framework and on human rights issues raised at the Joint Assembly meeting in Gabon;
- Exchange of views on aspects of human rights policy to be raised with the appropriate Commissioner during the Foreign Affairs Committee "hearing" prior to the investiture of the Commission;
- Exchange of views on procedures for raising human rights problems through the interparliamentary delegations and joint committees.

Relations économiques extérieures

- Echange de vues avec M. VAN DEN BROEK, Membre de la Commission;
- Lutte contre les contrefaçons : protection de l'économie communautaire - Rapp. CHESA (Adoption d'un rapport);
- Conclusions de l'Uruguay Round et OMC
= Examen et adoption d'une proposition de résolution (question orale);
- Accord de partenariat et de coopération (aspects économiques et commerciaux) avec :
= l'Ukraine - Rapp. MANN (Examen d'un rapport);
= la Russie - Rapp. KITTELMANN (Examen d'un rapport);
= le Kazakhstan - Rapp. CHESA (Examen d'un rapport);
= le Kirghistan - Rapp. CHESA (Examen d'un rapport);

- 24 -

- Accord entre les CE et les Etats-Unis d'Amérique concernant l'application de leurs règles de concurrence - Rapp. MALERBA (Echange de vues).

Commission institutionnelle

- Echange de vues avec le Président du Parlement européen et la délégation du Comité chargé des questions européennes du Sénat de Belgique;
- Fonctionnement du Traité sur l'Union européenne dans la perspective de la Conférence Intergouvernementale de 1996;
- Mise en oeuvre du Traité - Rapp. BOURLANGES;
- Développement de l'Union - Rapp. MARTIN;
- Investiture de la Commission européenne - Rapp. HERMAN (Adoption de la liste des questions à adresser à M. OREJA, membre désigné de la Commission, en vue de son audition).

IV. BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

1. PRET : ETHIOPIE, ERYTHREE ET DJIBOUTI

La BEI va prêter 16,8 millions d'Ecus pour le développement du réseau de télécommunications entre l'Ethiopie, l'Erythrée et Djibouti :

- 14,0 millions d'Ecus à l'Office éthiopien des Télécommunications (OET);
 - 2,8 millions d'Ecus à l'Office des Postes et Télécommunications (OPT) de Djibouti;
- Ces fonds serviront à financer des investissements visant à renforcer le réseau de télécommunications entre l'Ethiopie, l'Erythrée et Djibouti et à l'intérieur de chacun de ces pays et à améliorer les liaisons avec le réseau international. Evalués à 85,3 millions d'Ecus au total, les travaux porteront notamment sur l'extension et la réhabilitation des réseaux nationaux des trois pays, sur l'établissement de liaisons hertziennes entre Addis-Abeba et Djibouti et sur l'installation d'un second câble sous-marin reliant Djibouti à diverses destinations internationales.

V. INSTITUT MONETAIRE EUROPEEN : PREMIERE REUNION DU CONSEIL (15 NOVEMBRE)

1. IME : PREMIERE REUNION DU CONSEIL (15 NOVEMBRE)

Le Conseil de l'Institut monétaire européen a tenu sa première réunion dans ses nouveaux locaux à l'Eurotower à Francfort, en présence du Président DELORS, du Vice-Président CHRISTOPHERSEN et du secrétaire d'Etat allemand, G. HALLER en remplacement du Président du Conseil, Théo WAIGEL, empêché. Le Conseil est composé du Président du l'IME, Alexandre LAMFALUSSY, et de gouverneurs des banques centrales des pays membres.

Créé le 1er janvier 1994, l'Institut a travaillé depuis dans les locaux de la Banque des Règlements internationaux à Bâle. A l'issue de cette première réunion à Francfort, le Président LAMFALUSSY a indiqué que les discussions ont porté sur la mise en place d'un agenda très précis pour la préparation de la troisième phase de l'Union économique et monétaire. Le Traité de Maastricht charge l'IME, entre autres, de jeter les bases logistiques, organisationnelles et personnelles de la future Banque Centrale

- 25

Européenne. En outre, l'Institut doit coordonner les politiques monétaires des Banques centrales dans l'objectif de la stabilité des prix. Normalement, l'IME ne rend pas publiques ses délibérations.

VI. WESTERN EUROPEAN UNION

1. WEU : COUNCIL OF MINISTERS (NOORDWIJK, 14 NOVEMBER)

The Noordwijk Declaration which was adopted at that meeting contains few concrete elements which give impetus to the further strengthening of the operational capabilities of WEU. Those elements are the endorsement of the Italian initiative of a Humanitarian Task Force and the wish to reinforce the support capacities of the WEU Secretariat in the politico-military field as well as establishing a politico-military working group in Brussels. Furthermore, the Secretariat and the Planning Cell need to be complemented by capacities in the area of intelligence and crisis management. As the Permanent Council of WEU did not agree to the concept of an operational budget, Ministers could only task the Permanent Council to examine urgently the necessary arrangements for appropriate financing of WEU operations.

As to the political development of WEU, Ministers endorsed the preliminary conclusions of the Permanent Council on the formulation of a Common European Defence Policy with the aim to evolve it into a comprehensive Common European Defence Policy Statement as the contribution of WEU to the Intergovernmental Conference of 1996. The French proposal to hold a WEU Summit meeting before the IGC will be considered further. The French proposal to draft a White Paper on European Security was put into the context of wider reflections on the new European security conditions the Ministers asked the Permanent Council to initiate at "24". The work the EU has done in that area has not been mentioned explicitly. How it can be ensured that the WEU Permanent Council limits itself to the military dimension (as it has proposed in its conclusions on the European defence policy as the political role of the WEU) is not clear yet.

The sections on relationships WEU/EU and WEU/NATO do not contain new elements.

The meeting was dominated by the discussion on the conflict in the former Yugoslavia and the US-decision concerning the arms embargo. The declaration expresses the disagreement with that decision without any disclaimer (lifting of the arms embargo as the last resort) as usual in EU.

VII. ORGANISATIONS INTERNATIONALES

1. BALTIC SEA FISHERIES : INTERNATIONAL CONFERENCE (WARNEMÜNDE, 14-16 NOVEMBER)

The Commission organised an international Conference on Baltic Fisheries in Warnemünde, Germany from 14-16 November. This was the **first Conference** on the **biological and economic aspects** of the Baltic Sea Fisheries in which all coastal States of the Baltic participated.

- 26 -

About 200 participants have so far registered. High ranking Government officials and fishing industries representatives of the 9 coastal States as well as Member States not coastal to the Baltic Sea were present.

The fishing industrie in the Baltic Sea is in a phase of change and upheaval. The enlargement of the Union and the process of economic restructuring following the political changes in Eastern Europe directly affect the fisheries sector in this region.

Furthermore, the general problems of the European fisheries sector such as over exploited or depleted stocks, and market difficulties, particularly for herring, also occur in the Baltic area.

The problems in the region can be solved only by an integrated and cooperative approach and by making all sectors of the fisheries industry more transparant.

The Commission therefore invited representatives of all coastal states of the Baltic Sea and their fishing industries to a common forum for an exchange of views on fisheries in the Baltic Sea. The forum covered the degree of utilisation of stocks, the structure of fleets, the processing and marketing industries using Baltic Sea fishery products, the necessity to adjust production in accordance with the available resources and the demands of the market, and the means that should be applied to achieve this.

The Commission hopes that the Conference will have helped improve cooperation between the fishing industries concerned and will have given an impetus to efforts to find solutions for certain severe problems of the Baltic, such as improved use and marketing of herring stocks.

D F. WILLIAMSON, SECRETAIRE GENERAL